

Burundi : Près de 100.000 réfugiés sont rentrés chez eux en 2008

Retours record au Burundi en 2008
 SHOZA, Burundi, 15 décembre (UNHCR) – Cette année a été extrêmement chargée pour l'agence des Nations Unies pour les réfugiés au Burundi, avec près de 100 000 réfugiés retour chez eux et un soutien accru visant à faciliter leur réintégration dans ce petit pays entouré de terres, après des années d'exil. Quelque 94 000 réfugiés sont rentrés au Burundi depuis janvier dernier. C'est le plus grand nombre jamais observé depuis 2002, l'année du lancement par le HCR de son programme de rapatriement volontaire assisté. La plupart des rapatriés sont rentrés depuis la Tanzanie, un pays qui procède actuellement à la consolidation et à la fermeture de camps situés près de la frontière avec le Burundi.

Bien que la situation générale se soit améliorée au Burundi ces dernières années, les rapatriés sont cependant confrontés à des défis considérables lors de leur nouvelle vie dans leur pays natal. Le HCR a néanmoins pu donner à nombre d'entre eux un coup de pouce ces dernières années grâce aux financements alloués par divers donateurs, y compris l'Union européenne (UE). Grâce au soutien du Fonds européen de développement (FED) de l'Union européenne, le HCR a fourni plus de 6 000 kits d'abri supplémentaires aux rapatriés et l'agence a intensifié des programmes visant à surveiller leur bien-être et à résoudre des litiges fonciers, un sérieux problème dans un pays à l'espace limité. L'impact de cette aide a pu être mesuré, durant une récente visite, par des représentants de la Commission européenne dans la communauté de Shoza au nord-est du Burundi. Des acclamations s'élevaient lors de la remise d'une maison, construite à l'aide de l'un des kits d'abri, à une famille comptant sept personnes, qui était revenue quelques mois auparavant après avoir passé 13 ans dans un camp tanzanien. « Notre situation ici au Burundi était vraiment précaire. Nous vivions dans une hutte que j'avais construite et recouverte de bâche en plastique, mais elle était bien trop petite. Nos enfants n'avaient pas assez de place pour y dormir », a expliqué Josaphat Ndimurwanko, le chef de famille âgé de 35 ans. Grâce aux matériaux de construction fournis dans le cadre du projet du HCR, il a construit une petite maison en briques avec un toit en tôle ondulée. « Maintenant les enfants vont bien et ils sont en bonne santé », a-t-il ajouté avec un sourire. « Nous développons notre projet de logement dans le respect de la dignité humaine », a indiqué Prosper Ndumuraro, employé du HCR sur le terrain, qui a aidé la famille. « Avoir une petite maison signifie beaucoup pour les rapatriés... Cela leur donne un sentiment de dignité. Et leur santé s'améliore considérablement, spécialement celle des enfants. » Par ailleurs, les représentants de l'Union européenne, accompagnés par des employés du HCR et des personnels du gouvernement, ont pu se rendre compte par eux-mêmes des preuves et des défis générés par l'afflux des rapatriés au Burundi, l'un des pays les plus pauvres au monde. Le village de Shoza est localisé dans une zone de retour important dans la province de Muyinga, qui a bénéficié d'un soutien supplémentaire pour les activités de réintégration. Une personne sur trois est un rapatrié dans le district entourant Shoza. Cette forte proportion de rapatriés a mis à rude épreuve les services de santé et d'éducation. Il y a aussi une demande plus importante pour les matériaux de construction. D'autre part, il y a souvent des litiges fonciers. De nombreux rapatriés ont retrouvé leur maison détruite et, dans certains cas, leurs terres occupées. Dans une économie où plus de 90 pour cent de la population dépend de l'agriculture d'autoconsommation, les gens qui ne disposent pas de terres ne peuvent nourrir leurs familles. Pour répondre à ce problème, le HCR a renforcé cette année un programme visant au règlement de litiges fonciers. Les rapatriés peuvent résoudre des conflits avec l'aide de médiateurs et d'experts juridiques, ce qui mène souvent à des solutions faites de compromis. C'est plus rapide que des procédures via des tribunaux. Le HCR, via Ligue Iteka, une organisation locale pour les droits de l'homme, a aussi renforcé son programme afin de mener un suivi sur la situation des rapatriés. Cela permet au HCR de répondre rapidement dans des cas où la protection des rapatriés est mise en péril. Le projet de réintégration inclut aussi des partenariats avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) visant à construire de nouvelles écoles dans les zones de retour et avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour améliorer l'accès des rapatriés aux services médicaux. Parallèlement, le FED continuera à soutenir en 2009 le travail mené par le HCR pour aider à la réintégration des rapatriés. Par Andreas Kirchhof à Shoza, Burundi